

Coordination
- 1 -
- 3. JUL 1962
Tr.
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 5 juillet 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne le recrutement aux emplois de la Société Nationale des Chemins de fer belges", tel qu'il a été amendé à l'article 4 en cours d'examen par les fonctionnaires délégués par le Ministre, a donné le 19 juillet 1962 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 5e juli 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961, houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika betreffende de aanwerving tot de betrekkingen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", zoals de gemachtigde ambtenaren het tijdens het onderzoek in artikel 4 hebben geamendeerd, heeft de 19e juli 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet d'arrêter les mesures d'exécution que requiert l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en vue de régler l'accession des anciens membres dudit personnel aux emplois de la Société nationale des Chemins de fer belges.

+

+ +

La loi du 16 mars 1954, visée au deuxième alinéa du préambule, a encore été modifiée plusieurs fois depuis le 18 décembre 1957 : le mot "notamment" devrait, dès lors, être inséré après le mot "modifiée".

Article 1er.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de citer l'intitulé de la loi du 27 juillet 1961. Il est toutefois superflu de le répéter par la suite.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Toutes les conditions et formalités qui sont prévues par la législation et par la réglementation en matière de recrutement à ces emplois, ainsi que par le statut du personnel de la Société nationale des Chemins de fer belges, leur sont applicables dans la mesure ... (la suite comme au projet) ...".

.../...

Article 2.

Aux termes de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, un quota réservé, égal à 50 p.c. des emplois vacants à conférer, doit être constitué en faveur des anciens agents de carrière des cadres d'Afrique chaque fois qu'il est procédé à un recrutement en vue de conférer des emplois permanents ou temporaires dans les services de l'Etat, dans les services provinciaux et communaux, et dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954.

Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque les emplois à conférer, quoique constituant des emplois de recrutement, sont également accessibles, par voie de concours, aux agents sous statut qui sont de grade inférieur, ou lorsque ces mêmes emplois sont aussi accessibles aux agents temporaires ou auxiliaires en fonction lors de l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1961, soit par voie d'examen, soit par voie de concours organisé en vue de permettre leur intégration dans les cadres définitifs.

Dans ces deux cas le Roi, aux termes de l'article 6, § 1er, alinéa 7, de la loi du 27 juillet 1961, aménage, s'il échet, la réservation pure et simple du quota de 50 p.c.

Cette dernière disposition n'attribue cependant pas au Roi un pouvoir réglementaire, l'autorisant à aménager la réservation du quota de 50 p.c. par une mesure générale, applicable aux concours à venir.

Le Roi ne peut aménager le quota réservé que par une décision particulière qu'il doit prendre chaque fois qu'il est procédé à un recrutement répondant aux conditions énoncées à l'article 6, § 1er, alinéa 7, de la loi du 27 juillet 1961.

Le seul cas où il n'y a pas d'obligation de réserver un quota des emplois vacants au profit des anciens agents de carrière d'Afrique est celui où il s'agit d'emplois auxquels il n'est possible d'accéder que par voie d'avancement de grade.

Dès que les emplois vacants sont, en principe accessibles aux personnes étrangères à la Société nationale des Chemins de fer belges par voie de recrutement, la règle du quota doit jouer, avec aménagement éventuel par le Roi de ce quota lorsque les emplois à conférer sont également accessibles aux membres du personnel de cette société, soit à titre définitif, soit à titre temporaire ou comme auxiliaire.

Il s'impose, dès lors, de revoir l'article 2 à la lumière de ces observations.

Article 3.

Il n'est pas nécessaire de dire dans le texte en quelle qualité la Société nationale des Chemins de fer belges doit accomplir les formalités prévues par l'article.

Le texte est aussi trop général en ses termes. Le but poursuivi par le Gouvernement est d'assurer à l'intention des bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, une information aussi complète que possible sur les perspectives de reclassement qu'offre le secteur public. Ce qui importe surtout pour eux c'est d'être informés sur la nature et sur le nombre des emplois vacants qui leur sont réservés dans le cadre des mesures particulières prises en vue de faciliter leur reclassement. Il les intéresse moins de connaître le nombre total des emplois publics vacants.

A moins qu'il n'entre dans l'intention du Gouvernement de déroger à l'arrêté royal du 23 mai 1962, répartissant les attributions ministérielles en matière d'affaires africaines, - ce qui semble cependant ne pas être le cas, eu égard aux termes de la lettre du 22 juin 1962 que le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique a adressée au Ministre des Communications et dont une copie était jointe à la demande d'avis, - c'est au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique que devraient être communiquées les informations concernant les vacances d'emplois réservés dans les services de la Société nationale des Chemins de fer belges.

En effet, l'arrêté royal du 23 mai 1962 répartit comme suit les attributions ministérielles en matière d'aide aux personnes rentrées d'Afrique, en vue de leur reclassement dans la métropole :

.../...

- le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique doit s'occuper du reclassement du personnel d'Afrique dans le secteur public;
- le Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'aide aux personnes rentrées d'Afrique, en vue de leur reclassement dans un emploi salarié ou appointé, par l'application de toute mesure permettant d'atteindre ce but et notamment par l'information, par la formation et la réadaptation professionnelle et par le placement;
- le Ministre des Classes moyennes, enfin, s'est vu confier l'aide aux personnes rentrées d'Afrique en vue de leur reclassement professionnel en qualité de travailleurs indépendants en Belgique.

La Société nationale des Chemins de fer belges ressortit du secteur public et les emplois dans ses services, mêmes s'ils sont salariés n'en demeurent pas moins des emplois publics.

S'inspirant du texte de l'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 4 décembre 1961, réglant l'exécution en ce qui concerne les provinces et les communes, de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, le Conseil d'Etat propose pour l'alinéa 1er de l'article 3 du projet, la rédaction suivante :

.../...

"Article 3.-

La Société nationale des Chemins de fer belges fait connaître au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique les emplois qui sont vacants dans ses services et qui font partie du quota réservé constitué conformément à l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961. Elle communique, en même temps, les conditions d'aptitudes physiques et les conditions de diplômes ou de certificats requises, ainsi que les conditions de pratique professionnelle exigées et le programme de l'épreuve d'admission imposée".

Article 4.

Cet article énonce les règles auxquelles devront se conformer les autorités compétentes lorsqu'elles seront appelées à établir le programme de l'épreuve particulière d'admission destinée aux candidats aux emplois réservés.

L'épreuve de capacité à laquelle se réfère l'article 4, alinéa 1er, du projet est l'épreuve dite professionnelle, qui porte sur des matières en rapport direct avec les fonctions à remplir par les candidats, et comprend des interrogations et des exercices appropriés. Cette épreuve particulière fait partie du concours ou de l'examen d'admission. Il n'y a donc pas lieu de la mentionner de manière particulière.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 4, alinéa 1er :

"Article 4.-

L'épreuve d'admission prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961, n'est imposée aux candidats bénéficiaires de cette loi que lorsque les candidats non bénéficiaires de celle-ci sont eux-mêmes soumis à un examen ou à un concours en vue de leur admission aux emplois à conférer".

Les mots "En principe" figurant à l'alinéa 2, doivent être omis. Une prescription réglementaire est obligatoire dans tous les cas, sauf les exceptions, générales ou particulières, établies par le règlement lui-même, et qui sont toujours de stricte interprétation. Il faut donc dire : "Le programme de cette épreuve est fixé comme suit : ...".

Le 2° devrait être rédigé comme suit :

"2° lorsque l'épreuve ou le concours comporte des interrogations et exercices sur des matières choisies d'après le caractère des fonctions à remplir, l'autorité compétente décide si les candidats doivent être soumis à ces interrogations et exercices".

Article 5.

La règle énoncée à l'article 5 du projet ne peut trouver application que lorsque l'épreuve particulière d'admission, et le concours ou l'examen ordinaire d'admission comprennent des épreuves sur des matières communes.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 5.-

Lorsque des candidats pouvant se prévaloir des dispositions de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, ont pris régulièrement inscription à la fois à l'épreuve d'admission aux emplois réservés et au concours ou à l'examen correspondant d'admission aux emplois non réservés, les résultats qu'ils ont obtenus à la première épreuve dans les matières qui sont également imposées pour le concours ou l'examen correspondant, peuvent leur être portés en compte dans le cadre de celui-ci".

Article 6.

Il n'existe aucune raison de souligner au § 1er, alinéa 1er, que les candidats aux emplois réservés ne peuvent être inscrits que dans une seule liste. L'inscription dans une des cinq listes prévues à l'article 5 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, est obligatoire en vertu de l'article 2 de cette loi, sur base des critères énoncés à ce même article. Il ne saurait y avoir inscription sur plusieurs listes.

L'alinéa 1er du même paragraphe ne tient pas compte non plus des cas où les candidats ne sont soumis à aucune épreuve d'admission.

Il conviendrait de rédiger comme suit l'alinéa 1er et le liminaire de l'alinéa 2 du § 1er de cet article :

"§ 1er. Lorsque l'emploi à conférer tombe sous l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, les candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises, sont inscrits, dans l'ordre, dans l'une des cinq listes prévues à l'article 5 de cette loi.

Dans la liste où ils ont été inscrits, ils sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total de points obtenus suivant les barèmes ci-après : ... ".

Le renvoi que fait le troisième alinéa du § 1er aux 1° et 2° de l'alinéa 2 de ce paragraphe, est le résultat d'une erreur; c'est au 2° et au 3° qu'il importe de renvoyer.

Enfin, le dernier alinéa du § 1er est superflu, et peut être omis.

Au § 2, il importe comme au paragraphe précédent, de remplacer les mots "qui ont obtenu le minimum des points", par les mots "qui remplissent toutes les conditions d'admission requises".

Article 7.

Cet article omet à son tour de tenir compte des cas où les emplois sont conférés sans épreuve d'admission.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le texte de la première partie de cet article par le suivant :

"Article 7.-

Après la clôture du procès-verbal établissant leur classement selon les critères fixés à l'article 6, les candidats aux emplois réservés sont appelés en service dans les limites du quota réservé fixé pour le recrutement en cours en suivant l'ordre de leur classement".

La rédaction de la dernière phrase de l'article 7 pourrait être améliorée. De plus, il n'y est pas précisé dans quelle mesure et de quelle manière les candidats aux emplois réservés faisant partie de la réserve particulière, seront, durant la validité de cette réserve, admis aux emplois qui deviendront vacants par la suite.

Pour cette seconde partie de l'article 7 le texte suivant est proposé :

"Ceux qui n'ont pas été classés en ordre utile, mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, sont versés dans une réserve de recrutement particulière, dont la durée de validité est égale à celle des réserves ordinaires correspondantes. Si un ou plusieurs emplois permanents identiques à ceux que le recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, des emplois leur sont attribués à titre définitif selon l'ordre de leur classement, conformément au quota fixé".

Article 8.

Afin de tenir compte des cas dans lesquels les candidats ne sont pas soumis à une épreuve d'admission, il faudrait remplacer les mots "qui ont réussi l'épreuve d'admission" par les mots "qui remplissent toutes les conditions d'admission requises".

Quant à la seconde phrase, elle serait mieux rédigée comme suit :

"Si, par la suite, il est procédé à un nouveau recrutement par voie d'appel aux candidats faisant partie de cette réserve, des nouveaux emplois vacants sont réservés aux bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, conformément au quota fixé, et une nouvelle épreuve particulière d'admission est organisée à leur intention, si un concours ou un examen d'admission est prescrit pour l'accès à ces emplois".

Article 9.

Cet article qui traite des conditions d'âge auxquelles sont soumis les candidats aux emplois permanents réservés ne tient pas compte des prescriptions de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961.

Aux termes de l'article 6, § 1er, alinéa 2, de cette loi, les candidats aux emplois permanents réservés sont dispensés de toute condition d'âge.

.../...

Il peut être dérogé à cette règle, et il peut donc être exigé de ces candidats qu'ils satisfassent à certaines conditions d'âge, uniquement lorsqu'il s'agit de conférer des emplois techniques ou spéciaux. En vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961, il appartient au Roi de déterminer ces emplois techniques ou spéciaux et de fixer les conditions d'âge particulières requises pour y accéder.

Pour pouvoir exiger des candidats aux emplois permanents réservés qu'ils n'aient pas dépassé un certain âge considéré comme un maximum, il faut d'abord que le Roi ait arrêté que l'emploi postulé constitue un emploi technique ou un emploi spécial (voir avis n°8016/1 du 6 juillet 1962, également destiné à M. le Ministre des Communications).

Selon les travaux préparatoires, l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961, vise les emplois dont la nature requiert, tant dans l'intérêt d'un bon fonctionnement de l'administration, qu'en vue d'assurer la sécurité des agents et aussi celle du public, des conditions d'admission complémentaires d'âge et de capacité particulières, d'ordre technique, scientifique ou professionnel, voire physique.

On a peine à apercevoir en quoi les emplois de dessinateur, d'infirmière, d'architecte, de chef de section, de chimiste, de secrétaire commercial, de licencié ou docteur en chimie, de docteur en droit, d'ingénieur ou de médecin pour lesquels aucune spécialisation n'est requise, réunissent ces conditions.

En désignant d'enblée tous ces emplois comme étant des emplois techniques ou spéciaux en vue de soumettre les candidats aux emplois réservés, à des conditions complémentaires d'âge, le Roi s'écarterait incontestablement de la volonté du législateur manifestée au cours des discussions en commission et au cours des débats publics devant le Parlement.

Il ne peut être imposé de condition d'âge maximal aux candidats aux emplois réservés de la Société nationale des Chemins de fer belges que dans le cas d'emplois dont la collation sans restriction aucune en matière d'âge risque de mettre en danger soit le bon fonctionnement des services dont ils relèvent, soit la sécurité des agents ou du public et ce après que le Roi aura constaté qu'il s'agit effectivement d'emplois de telle nature.

L'article 9 du projet doit être revu à la lumière de ces remarques. Sa rédaction pourrait s'inspirer du texte suivant :

"Article 9.-

§ 1er. Les emplois déterminés ci-après constituent des emplois techniques (spéciaux) au sens de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961 :

- les emplois d'agents du service roulant;
- les emplois d'agents de maîtrise ;

...

.../...

§ 2. Pour accéder aux emplois énumérés au § 1er et réservés conformément à l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, visés à l'article 2 de la même loi ne peuvent avoir dépassé l'âge limite réglementaire prévu pour le recrutement aux emplois de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Toutefois, pour les bénéficiaires de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, cette limite d'âge est fixée à 45 ans, sauf en ce qui concerne les emplois du service roulant pour lesquels elle est fixée à 40 ans".

Il importe encore d'observer que, puisque l'article 9 est inséré dans le chapitre II qui concerne uniquement le recrutement à titre définitif, les règles particulières relatives aux conditions d'âge qui y sont énoncées, ne valent pas pour le recrutement à titre temporaire. S'il entraît dans l'intention du Gouvernement d'étendre le champ d'application de ces règles à ce dernier recrutement, il faudrait compléter le chapitre III en ce sens. A cet effet, une disposition pourrait être ajoutée à la fin du chapitre; elle formerait un article 17 et pourrait être rédigée comme suit :

"Article 17.-

Les conditions d'âge complémentaires déterminées à l'article 9, § 2, sont également imposées en cas de recrutement à titre temporaire aux emplois énumérés au § 1er de ce même article".

Si cette suggestion était suivie, il faudrait revoir le numérotage des articles suivants .

Article 11.

A la seconde phrase de cet article, le verbe "posséder" devrait être omis.

Article 12.

Il ne suffit pas d'être candidat aux emplois réservés pour pouvoir être classé, il faut aussi remplir toutes les conditions d'admission requises. Il y a donc lieu de compléter l'alinéa 1er du § 1er, et le § 2 de cet article en insérant immédiatement après les mots "candidats bénéficiaires du présent chapitre" les mots : "qui remplissent toutes les conditions d'admission requises".

A l'article 13, il serait préférable de remplacer l'expression "jusqu'à épuisement du quota qui leur est réservé" par les mots : "dans les limites du quota qui leur est réservé".

Aux articles 14 et 16, il conviendrait de substituer l'expression "50 p.c. " à celle de "50 %".

Article 18.

Cet article devrait être scindé en deux articles rédigés comme suit :

"Article 18.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 19.-

Notre Ministre des Communications et Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Het ontwerp bedoelt de nodige voorzieningen te treffen om artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika uit te voeren inzake toelating van de gewezen leden van dat personeel tot de betrekkingen bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

+

+ +

De in het tweede lid van de aanhef vermelde wet van 16 maart 1954 is sedert 18 december 1957 nog herhaalde malen gewijzigd. Men voege daarom na het woord "gewijzigd" het woord "inzonderheid" in.

Artikel 1.

In het eerste lid vermelde men het opschrift van de wet van 27 juli 1961, dat verder evenwel niet meer hoeft te worden herhaald.

Voor het tweede lid wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Alle vereisten en formaliteiten die voor de werving in zulke betrekkingen zijn voorgeschreven bij wet of verordening alsook in het statuut van het personeel van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen vinden op hen toepassing voor zover ze ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 2.

Krachtens artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 moet ten behoeve van de gewezen beroepsambtenaren van de kaders van Afrika een voorbehouden quota van 50 t.h. der vacante, te begeven betrekkingen worden vastgesteld telkens als wordt overgegaan tot een werwing om te voorzien in vaste of tijdelijke betrekkingen in de diensten van de Staat, in de provinciale of gemeentelijke diensten en in de instellingen van openbaar nut bedoeld in de wet van 16 maart 1954.

Van die regel kan alleen worden afgeweken als de te begeven betrekkingen, schoon aanwervingsbetrekkingen, bij vergelijkend examen, mede openstaan voor het statutair personeel met een lagere graad of als zij ook voor tijdelijke personeelsleden of hulpkrachten die bij de inwerkingtreding van de wet van 27 juli 1961 in dienst waren, toegankelijk zijn, hetzij bij examen hetzij bij vergelijkend examen ingericht om hun de gelegenheid te geven in de vaste kaders te worden opgenomen.

In beide gevallen past de Koning, ingevolge artikel 6, § 1, zevende lid, van de wet van 27 juli 1961, de voorbehouden quota van 50 t.h. eventueel aan.

Deze laatste bepaling geeft de Koning echter geen verordenende bevoegdheid om de quota van 50 t.h. voor de komende vergelijkende examens bij algemene maatregel aan te passen. Hij kan zulke aanpassing alleen

verrichten bij een bijzondere beslissing, die hij telkens moet nemen als aangeworven wordt overeenkomstig de voorwaarden van artikel 6, § 1, zevende lid, van de wet van 27 juli 1961.

Alleen wanneer het gaat om betrekkingen die uitsluitend bij wege van bevordering tot een hogere graad kunnen worden begeven, is er geen verplichting de gewezen beroepsambtenaren van Afrika een quota van de openstaande betrekkingen voor te behouden.

Van het ogenblik af dat de vacante betrekkingen in beginsel bij wege van werving toegankelijk zijn voor niet tot de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen behorende personen moet de quota-regel wel spelen, met dien verstande dat de Koning die quota eventueel aanpast, met name als de te be-geven betrekkingen mede openstaan voor hen die reeds deel uitmaken van het vast, tijdelijk of hulppersoneel van genoemde maatschappij.

Artikel 2 ware in het licht van die opmerkingen dan ook te herzien.

Artikel 3.

Het is onnodig te zeggen, in welke hoedanigheid de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen de in dat artikel voorgeschreven formaliteiten moet vervullen.

Dat artikel is bovendien te algemeen gesteld. De Regering bedoelt, de begunstigten van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 zo volledig mogelijk voor te lichten omtrent de vooruitzichten die de overheidssector hun inzake herklassering biedt. Voor hen komt het er vooral op aan te weten, welke en hoeveel vacante betrekkingen hun worden voorbehouden in het raam van de bijzondere maatregelen die werden getroffen om hun herklassering te vergemakkelijken. Het totaal aantal vacante, openbare ambten te kennen is voor hen van minder belang.

Tenzij de Regering bedoelt af te wijken van het koninklijk besluit van 23 mei 1962, tot verdeling van de ministeriële bevoegdheden in Afrikaanse Zaken - wat blijkbaar niet het geval is, te oordelen naar de in afschrift bij de adviesaanvraag gevoegde brief d.d. 22 juni 1962 van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt aan de Minister van Verkeerswezen - moeten de inlichtingen over de vacante, voorbehouden betrekkingen bij de diensten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen aan de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt worden medegedeeld.

Het koninklijk besluit van 23 mei 1962 heeft de ministeriële bevoegdheden inzake hulp aan de uit Afrika teruggekeerden met het oog op dezer herklassering in het moederland immers als volgt verdeeld :

.../...

- de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt houdt zich bezig met de herklassering van het Afrika-personeel in de overheidssector ;
- de Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de hulp aan uit Afrika teruggekeerden met het oog op dezer herklassering als loon- of weddetrekkende, en wel door het toepassen van enige maatregel waarmee dat doel kan worden bereikt, inzonderheid door voorlichting, beroepsscholing en -herscholing en door arbeidsbemiddeling ;
- aan de Minister van Middenstand, ten slotte, is de taak opgedragen de uit Afrika teruggekeerden te helpen met het oog op hun beroepsherklassering als zelfstandig arbeider in België.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen behoort tot de overheidssector. De betrekkingen bij die maatschappij, ook in loondienst, zijn openbare bedieningen.

Om aan te sluiten bij de tekst van artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 december 1961 tot regeling van de uitvoering, wat de provincies en de gemeenten betreft, van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961, stelt de Raad van State voor, het eerste lid van artikel 3 van het ontwerp als volgt te stellen :

.../...

"Artikel 3.-

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen geeft de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt kennis van de in haar diensten opstaande betrekkingen die behoren tot de overeenkomstig artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 vastgestelde, voorbehouden quota. Zij doet tevens de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid, de vereisten inzake diploma's of getuigschriften, alsook de vereisten inzake beroepspraktijk en het programma van het voorgeschreven toelatingsexamen mede".

Artikel 4.

Dat artikel geeft aan, welke regelen de bevoegde overheden in acht moeten nemen bij het opmaken van het programma van het bijzonder toelatingsexamen voor de kandidaten tot de voorbehouden betrekkingen.

De in artikel 4, eerste lid, bedoelde "bekwaamheidsproef" is het zogenaamde vakexamen over de vakken die rechtstreeks verband houden met het door de kandidaten te vervullen ambt en omvat passende ondervragingen en oefeningen. Die bijzondere "proef" is een onderdeel van het vergelijkend of gewoon toelatingsexamen en behoeft dus niet speciaal te worden vermeld.

.../...

Volgende lezing wordt in overweging gegeven voor artikel 4, eerste lid :

"Artikel 4.-

Het toelatingsexamen bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961 wordt de op het voordeel van die wet gerechtigde kandidaten alleen dan opgelegd wanneer ook de niet-gerechtigde kandidaten zich voor de toelating tot de te begeven betrekkingen aan een examen of vergelijkend examen moeten onderwerpen".

In het tweede lid schrappe men de woorden "in beginsel". Een verordeningsbepaling is steeds bindend, behoudens algemene of bijzondere, in de verordening zelf te bepalen uitzonderingen, die altijd strikt moeten worden geïnterpreteerd. Men schrijve derhalve : "Het programma van dat examen is als volgt vastgesteld : ...".

Het 2° leze men zo :

"2° wanneer het examen of vergelijkend examen ondervragingen en oefeningen omvat over vakken gekozen volgens de aard van het uit te oefenen ambt, beslist de bevoegde overheid of de kandidaten aan die ondervragingen of oefeningen moeten worden onderworpen".

.../...

Artikel 5.

De regel van artikel 5 van het ontwerp kan alleen dan toepassing vinden als het bijzonder toelatingsexamen en het vergelijkend of gewoon toelatingsexamen gedeelten over gemeenschappelijke vakken omvatten.

Voorgesteld wordt dat artikel als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

Voor kandidaten met aanspraak op het voordeel van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 die zich regelmatig hebben laten inschrijven én voor het examen voor toelating tot de voorbehouden betrekkingen én voor het overeenkomstig vergelijkend examen of examen voor toelating tot de niet-voorbehouden betrekkingen, kan de uitslag, behaald op het eerste examen voor de vakken die ook op het overeenkomstig vergelijkend examen of examen verplicht zijn, in dit laatste worden aangerekend".

Artikel 6.

Er is geen enkele reden om in § 1, eerste lid, te onderstrepen dat de kandidaten voor de gereserveerde betrekkingen slechts op één lijst ingeschreven mogen zijn. Inschrijving op een van de in artikel 5 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 bedoelde lijsten moet krachtens artikel 2 van die wet immers verplicht naar de in dat artikel aangegeven maatstaven geschieden. Op verscheidene lijsten ingeschreven zijn, is dan ook uitgesloten.

Het eerste lid van dezelfde paragraaf gaat bovendien voorbij aan het geval, dat de kandidaten zich aan geen toelatingsexamen moeten onderwerpen.

Het eerste lid en de inleidende volzin van het tweede lid, van § 1, van dat artikel, stelle men dus als volgt :

"§ 1. Wanneer het te begeven ambt onder de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 valt, worden de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die aan alle toelaatbaarheidsvereisten voldoen, in de volgorde op een van de vijfin artikel 5 van die wet bedoelde lijsten ingeschreven.

Op de lijst waarop zij zijn ingeschreven, worden zij gerangschikt naar een orde van voorrang bepaald volgens het op de hierna aangegeven voet behaalde totaal aantal punten : ...".

In het derde lid van § 1 is bij vergissing verwezen naar 1° en 2° van het tweede lid van die paragraaf, waar het 2° en 3° moet zijn.

Het laatste lid van die paragraaf ten slotte kan als overbodig vervallen.

Precies zoals in de vorige paragraaf moeten ook in § 2 de woorden "die het vereiste puntenminimum hebben behaald" worden vervangen door "die aan alle toelaatbaarheidsvereisten voldoen".

.../...

Artikel 7.

Ook dit artikel verzwijgt het geval, dat de betrekkingen zonder toelatingsexamen worden begeven.

De Raad van State geeft in overweging, het eerste gedeelte van dat artikel door het volgende te vervangen :

"Artikel 7.-

Na afsluiting van het proces-verbaal dat hun rangschikking vaststelt volgens de in artikel 6 aangegeven maatstaven, worden de kandidaten tot de voorbehouden betrekkingen binnen de grenzen van de voorbehouden quota, die voor de aan gang zijnde werving zijn vastgesteld, naar de orde van hun rangschikking in dienst geroepen".

De laatste volzin van artikel 7 kan beter worden geformuleerd. Hij zegt bovendien niet, in welke mate en hoe de tot de speciale reserve behorende kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen tijdens de geldigheidsduur van die reserve tot de open te vallen betrekkingen worden toegelaten.

Voor het tweede deel van artikel 7 wordt derhalve de onderstaande tekst voorgesteld :

"Zij die niet batig gerangschikt zijn maar aan alle toelaatbaarheidsvereisten voldeden worden opgenomen in een bijzondere wervingsreserve met dezelfde geldigheidsduur als de overeenkomstige gewone reserves.

Wanneer een of meer vaste betrekkingen gelijk aan die waarin de werving bedoelde te voorzien, mochten vrijkomen, worden hun in vast verband betrekkingen toegekend naar de orde van hun rangschikking, overeenkomstig de vastgestelde quota".

Artikel 8.

Om rekening te houden met het geval dat de kandidaten zich niet aan een toelatingsexamen hoeven te onderwerpen, vervange men de woorden "die voor het toelatingsexamen zijn geslaagd" door "die aan alle toelaatbaarheidsvereisten voldoen".

Van zijn kant ware de tweede volzin beter als volgt gesteld :

"Heeft achteraf een nieuwe werving plaats met oproep tot de kandidaten van die reserve, dan worden, overeenkomstig de vastgestelde quota, nieuwe, vacante betrekkingen voorbehouden voor de begunstigten van artikel 6, § 1; van de wet van 27 juli 1961 en wordt te hunnen behoeve een nieuw, bijzonder toelatingsexamen ingericht ingeval voor de toelating tot zulke betrekkingen een vergelijkend of een gewoon toelatingsexamen is voorgeschreven".

Artikel 9.

Dit artikel, dat handelt over de leeftijdsvereisten voor kandidaten tot de voorbehouden, vaste betrekkingen, ziet de voorschriften van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 over het hoofd.

Krachtens artikel 6, § 1, tweede lid, van die wet zijn de kandidaten voor zulke betrekkingen immers van enige leeftijdsvereiste ontslagen.

Alleen voor het begeven van technische of speciale betrekkingen kan van die regel worden afgeweken en kan men die kandidaten dus sommige leeftijdsvereisten opleggen. Krachtens artikel 6, § 1, derde lid, van even genoemde wet staat het aan de Koning, die technische of speciale betrekkingen aan te wijzen en de bijzondere leeftijdsvereisten voor toelating daarin te bepalen.

Opdat men van de kandidaten voor de voorbehouden vaste betrekkingen kan eisen, dat zij een bepaalde, maximumleeftijd niet overschrijden, moet de Koning vooraf hebben beslist dat het gesolliciteerde ambt een technisch of een speciaal ambt is (zie advies nr 8016/1 van 6 juli 1962 eveneens op verzoek van de Minister van Verkeerswezen).

Blijkens de parlementaire voorbereiding, doelt artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961 op de betrekkingen waarvoor, zowel in het belang van de goede werking van de besturen als ter wille van de veiligheid van de personeelsleden en van het publiek, speciale, bijkomende toelaatbaarheidsvereisten inzake leeftijd en bijzondere, technische, wetenschappelijke, professionele, ja zelfs lichamelijke bekwaamheid moeten worden gesteld.

Het is niet zeer duidelijk, in hoever de betrekkingen van tekenaar, verpleegster, architect, sectiechef, chemist, handelssecretaris, licentiaat of doctor in de scheikunde, doctor in de rechten, ingenieur of geneesheer, waarvoor geen zulke specialisatie is vereist, aan al die maatstaven voldoen.

Door ze alle van meet af aan als technische of speciale bedieningen aan te merken om de kandidaten tot de voorbehouden betrekkingen bijkomende leeftijdsvereisten op te leggen, zou de Koning ongetwijfeld afbreuk doen aan de wil van de wetgever zoals die tijdens de besprekingen in de commissie en tijdens de openbare bespreking in het parlement tot uiting is gekomen.

Alleen dan kan men voor de kandidaten tot de voorbehouden betrekkingen bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen een maximumleeftijd stellen als het toekennen van die betrekkingen zonder enige leeftijdsbeperking, de goede werking van de diensten waar bedoelde betrekkingen te begeven zijn of de veiligheid van de aangeworven personeelsleden of van het publiek in gevaar kan brengen. En dan moet de Koning eerst nog hebben geconstateerd, dat het inderdaad om zulke betrekkingen gaat.

Artikel 9 van het ontwerp ware in het licht van die opmerkingen te herzien, bij voorbeeld als volgt :

.../...

"Artikel 9.-

§ 1. De hierna bepaalde betrekkingen zijn technische (speciale) betrekkingen als bedoeld in artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961 :

- de betrekkingen van bediende in rijdende dienst ;
- de betrekkingen van toezichtsbediende ;
- ...

§ 2. Om tot de in § 1 opgesomde, ingevolge artikel 6 van de wet van de wet van 27 juli 1961 voorbehouden betrekkingen te worden toegelaten, mogen de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, bedoeld in artikel 2, van dezelfde wet, de reglementaire grensleeftijd die voor de werving in betrekkingen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is gesteld, niet overschrijden.

Voor de begunstigten van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 wordt die leeftijdsgrens op 45 jaar vastgesteld, behalve wanneer het om betrekkingen van de rijdende dienst gaat, in welk geval ze op 40 jaar wordt bepaald".

Voorts zij nog opgemerkt, dat de in artikel 9 neergelegde bijzondere regelen inzake leeftijdsvereisten niet gelden voor werving in tijdelijk verband, want dat artikel wordt ingevoegd in het hoofdstuk II, dat alleen op werving in vast verband betrekking heeft.

.../...

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen, ook de tijdelijke werving in de werkingssfeer van die regelen te betrekken, dan ware het hoofdstuk III aan het slot met een als volgt te stellen artikel 17 aan te vullen :

"Artikel 17.-

De in artikel 9, § 2, gestelde aanvullende leeftijdsvereisten gelden ook voor werving in tijdelijk verband in de betrekkingen opgesomd in § 1 van hetzelfde artikel".

Gaat men op die wenk in, dan vernummere men de volgende artikelen.

Artikel 11.

In de tweede volzin schrijve men : "... kan hen echter, met de middelen en volgens de regelen die haar ter beoordeling staan, het bewijs doen leveren dat zij de vereiste beroepspraktijk bezitten".

Artikel 12.

Kandidaat zijn voor de voorbehouden betrekkingen volstaat niet om te worden gerangschikt. Men moet bovendien aan alle toelaatbaarheidsvereisten voldoen. In het eerste lid van § 1, en in § 2 van dat artikel schrijve men dus "de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die aan alle toelaatbaarheidsvereisten voldoen".

In de Franse tekst van artikel 13 ware het verkieslijk de uitdrukking "jusqu'à épuisement du quota qui leur est réservé" te vervangen door "dans les limites du quota qui leur est réservé".

In de artikelen 14 en 16 schrijve men "50 t.h." in plaats van "50 %".

Artikel 18.

Men splitse dat artikel in twee, als volgt luidende artikelen :

"Artikel 18.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 19.-

Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

A. MAST,
G. VAN BUNNEN,

P. ANSIAUX,

J. ROLAND,

Madame : J. DE KOSTER,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
raadsheer van State, voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.